Envoyé en préfecture le 18/01/2025
Reçu en préfecture le 18/01/2025
Publié le
ID : 077-217704709-20250116-2025_006-AI

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DEPARTEMENT
SEINE - ET - MARNE

CANTON
OZOIR-LA-FERRIERE

COMMUNE
TOURNAN - EN - BRIE

VILLE DE TOURNAN-EN-BRIE
SERVICES TECHNIQUES

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT LA SOCIETE BGO CONSTRUCTION A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Le Maire de la ville de Tournan-en-Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié, portant réglementation d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée par divers arrêtés subséquents et notamment approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment la 8ème partie du livre I – signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 mars 2015 fixant le montant des redevances d'occupation du domaine public,

Vu l'arrêté municipal N° 2020/081 en date du 1er juin 2020 donnant délégation de signature à M. Claude SEVESTE, Adjoint au Maire, délégué aux travaux et au cadre de vie,

Vu la non opposition à la déclaration préalable DP n° 77470 24 T0083 en date du 04 novembre 2024,

Considérant la demande, en date du 8 janvier 2025, de la société BGO CONSTRUCTION – 12 bis, avenue des Jacinthes – 77340 PONTAULT-COMBAULT, afin d'occuper le domaine public communal pour l'installation d'une benne afin de réaliser l'évacuation des gravats suite à l'effondrement du mur au 24, rue de la République à Tournan-en-Brie.

ARRETE

ARTICLE 1 : La société BGO CONSTRUCTION est autorisée à occuper le domaine public communal durant la période indiquée à l'article 2.

ARTICLE 2 :
Cette occupation est autorisée du 20 janvier 2025 au 25 janvier 2025 inclus.

ARTICLE 3 :
L'occupation est autorisée pour l'installation d'une benne.
L'emprise déclarée est de 5 m².

Le montant de la redevance est calculé comme suit :
- 0 € la 1ère semaine soit du 20 janvier 2025 au 25 janvier 2025 inclus.

Ref. 201501 Berger-Levrault (1012)

Envoyé en préfecture le 18/01/2025
Reçu en préfecture le 18/01/2025
Publié le
N° 2025_006
ID : 077-217704709-20250116-2025_006-AI

Soit un montant total de **0 €**.

(Conformément à l'article 4 de la délibération du Conseil Municipal N° 2015/024 du 5 mars 2015, les droits de voirie, d'un montant inférieur ou égal à 30 €, ne sont pas mis en recouvrement).

ARTICLE 4 :

La benne ne devra pas gêner la libre circulation des véhicules ainsi que l'accès aux garages des riverains.

ARTICLE 5 :
La présente autorisation est valable sous condition du respect des modalités et conditions générales d'occupation du domaine public communal et du règlement de la redevance associée fixée par délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 6 :
Si l'objet de l'autorisation nécessite la neutralisation de places de stationnement, le titulaire de la présente autorisation doit afficher le présent arrêté 48 heures avant le début de la date d'autorisation. En cas d'infraction, le véhicule concerné fera l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière aux frais du titulaire de l'infraction.

ARTICLE 7 :

En cas de nécessité d'une signalisation, celle-ci sera conforme à la réglementation de signalisation susvisée.

- toutes dispositions utiles seront prises (planchers jointifs, palissade, bâche, etc.), pour qu'aucun matériau, ni outil, ne tombe sur le trottoir ou la chaussée,
- la fabrication du mortier sur la chaussée est formellement interdite ainsi que sur le trottoir,
- les dépôts de matériaux se feront uniquement dans la propriété de l'intéressé,
- le titulaire du présent arrêté aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier de jour et de nuit et sa responsabilité pourra être engagée en cas d'accident ou dommage pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 8 :
Toute prorogation de l'autorisation devra faire l'objet d'une demande préalable auprès de la commune transmise dans un délai minimum de 8 jours.

ARTICLE 9 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

ARTICLE 10 :
- Monsieur le Sous-Préfet de Torcy,
- Monsieur le Commandant la Brigade de Gendarmerie,
- Madame la Cheffe de Police Municipale,
- Le Comptable assignataire,
- Le titulaire du présent arrêté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tournan-en-Brie, le 16/01/2025

Claude SEVESTE
Maire Adjoint en Charge des Travaux et du Cadre de Vie

MAIRIE DE TOURNAN-EN-BRIE (Seine-et-Marne)